

Stabilité politique et développement financier en Afrique Subsaharienne

Political stability and financial development in sub-Saharan Africa

Dr NDIAYE Malick Paul

Enseignant chercheur

Université Alioune Diop de Bambey - Sénégal

Equipe de Recherche en Economie et Développement territoriales (GREDT)

ADO KANTA Souleymane

Doctorant

Université Alioune Diop de Bambey - Sénégal

Equipe de recherche en Economie et Développement territoriales (GREDT)

Date de soumission : 28/08/2025

Date d'acceptation : 06/10/2025

Pour citer cet article :

NDIAYE. M.P. & ADO KANTA. S. (2025) « Stabilité politique et développement financier en Afrique Subsaharienne », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 10 » pp : 174- 193.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objet de ce papier est d'analyser avec des outils économétriques les effets de la stabilité politique sur le développement financier en Afrique Subsaharienne. L'étude utilise l'économétrie des données de panel sur un échantillon constitué de vingt-sept (27) pays en développement. La période d'étude est de 1995 à 2022, soit vingt-huit (28) ans. Le Panel Dynamique Hétérogène notamment le modèle panel ARDL (Autorégressif à Retard Échelonné) est utilisé pour mener l'étude. Les résultats révèlent qu'à long terme, la stabilité politique exerce une influence positive significative sur le développement financier et qu'une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait accroître le niveau du développement financier de 0.8%. Toutefois, à court terme, la stabilité politique a une influence négative sur le développement financier. Et une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait diminuer le niveau du développement financier de 0.09% à court terme.

Mots clés : Stabilité politique ; Développement financier ; Econométrie ; Panel ARDL ; Panel Dynamique.

Abstract

The objective of this paper is to econometrically analyze the effects of political stability on financial development in sub-Saharan Africa. The study uses panel data econometrics on a sample of twenty-seven (27) developing countries. The study period is from 1995 to 2022, or twenty-eight (28) years. The Heterogeneous Dynamic Panel or the ARDL (Autoregressive Lag Scaled) panel model is used to conduct the study. The results reveal that in the long run, political stability (SPeAV) has a significant positive influence on financial development, and that a one percent (1%) increase in the level of political stability increases the level of financial development by 0.8%. However, in the short run, political stability has a negative influence on financial development. And a one percent (1%) increase in the level of political stability decreases the level of financial development by 0.09% in the short term.

Keywords: Political stability; Financial development; Econometrics; Panel ARDL; Dynamic Panel.

Introduction

L'Afrique subsaharienne¹ est caractérisée par une grande disparité et une forte prévalence de la fragilité politique. Sur une cinquantaine de pays, 30 sont jugés fragiles car ayant été touchés par des conflits majeurs. Cette fragilité se manifeste par une recrudescence des coups d'Etat et des violences post-électorales. En effet, ces dernières années plusieurs pays africains² ont connu des coups d'Etat. Sur 492 tentatives de coups d'Etat recensées dans le monde depuis 1950, les 220 ont été perpétrées sur le sol africain avec 109 réussies. Entre 2000 et 2023, 81% des coups d'Etat mondiaux ont eu lieu en Afrique (COFACE, 2024).

Ces crises politiques récurrentes freinent la croissance, alimentent l'insécurité et accentuent la pauvreté qui est déjà à un niveau inquiétant. Selon la Banque Mondiale (2024), le nombre de personnes en situation de pauvreté en Afrique subsaharienne a presque doublé en 34 ans passant de 282 millions en 1990 à 464 millions en 2024 avec 42% des personnes en situation d'extrême pauvreté. L'institution précise que la situation est aggravée par la fragilité politique, les conflits internes et les crises économiques exacerbées par l'inflation. Parallèlement, le développement financier de la région reste embryonnaire. Le taux de bancarisation dans les pays membres de l'OCDE dépasse 90% en moyenne avec la France qui est à 99% contre 55% en Afrique subsaharienne (Banque de France, 2023). De plus, le crédit au secteur privé représente en moyenne moins de 30% du PIB en Afrique de l'ouest, un chiffre largement inférieur à celui des pays émergents (156% en Asie de l'Est). Ce déficit financier, aggravé par des infrastructures et un système bancaire peu développés limite les investissements productifs et l'inclusion financière. La région subsaharienne se trouve alors confrontée à une instabilité politique persistante et à d'importants défis en matière de développement financier d'où l'intérêt de comprendre leur interdépendance.

La littérature théorique met en avant que l'instabilité politique, perçue comme un risque d'effondrement gouvernemental ou de brusques changements d'orientation, perturbe la continuité des politiques publiques et augmente la perception du risque chez les investisseurs. A la longue, un climat politique instable peut engendrer des violences majeures, restreindre les droits de propriété³ et créer une forte incertitude, autant de facteurs qui peuvent freiner l'activité

¹ L'Afrique subsaharienne désigne la partie du continent africain située au sud du Sahara. Selon la Banque Mondiale 48 pays sont classés dans cette région.

² Sur 54 pays africains 45 ont connu au moins une tentative de coup d'Etat et 36 d'entre eux ont subi au moins un coup réussi. Le Soudan détient le record avec 17 tentatives dont 6 réussies. Le Burkina Faso a connu 8 coups d'Etat réussis qui est le plus grand nombre sur le continent.

³ Le droit de la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

bancaire et financière. Les théories relatives au développement financier (Robinson, 1952) avancent qu'une plus grande stabilité politique favorise l'émergence d'une classe moyenne solvable et l'accès aux services financiers, stimulant ainsi le développement des marchés financiers. Des études empiriques confirment cette hypothèse. Bekana (2023) montre qu'une amélioration de la qualité des institutions de gouvernance est liée à un développement financier accru en Afrique. Des recherches à l'échelle microéconomique indiquent qu'une augmentation de l'instabilité politique réduit significativement la probabilité d'avoir un compte bancaire ou d'accéder à un crédit formel. Force est de constater que la documentation empirique sur ce sujet reste limitée pour le contexte africain notamment pour évaluer l'ampleur de cet effet. Dès lors, la problématique peut être formulée ainsi : dans quelle mesure la stabilité politique influence-t-elle les indicateurs de développement financier en Afrique subsaharienne, et ce lien varie-t-il selon le niveau institutionnel et économique des pays, tant à court terme qu'à long terme ?

L'objet de ce papier est d'analyser les effets de la stabilité politique sur le développement financier en Afrique subsaharienne. Le Panel Dynamique Hétérogène notamment le modèle panel ARDL (Autorégressif à Retard Échelonné) est utilisé pour mener l'étude. Il sera également question d'identifier les déterminants du développement financier. Et aussi de voir si la stabilité politique agit véritablement comme un catalyseur au développement en Afrique subsaharienne et à évaluer la force de cet effet.

Cet article est organisé en quatre sections. La première section propose une revue de la littérature portant sur le lien entre stabilité politique et développement financier en insistant sur les études les plus marquantes menées sur le sujet. La deuxième section est consacrée à la méthodologie économétrique. La troisième section expose les résultats des tests et estimations. Enfin la dernière section porte sur une discussion des résultats d'estimation.

1. Revue de la littérature

La relation entre stabilité politique et développement financier a suscité un intérêt croissant au cours des dernières décennies surtout dans les pays en développement. La littérature dans ce domaine s'est enrichie de nombreuses études qui examinent comment le climat politique affecte la profondeur et l'efficacité des systèmes financiers. Cette revue se concentre sur les travaux qui apportent des éclairages à cette problématique.

1.1. Revue théorique

La stabilité politique désigne la capacité d'un gouvernement à assurer la continuité de son action et à préserver l'ordre public. Robinson et Acemoglu (2012) soulignent que des institutions politiques inclusives qui sont fondées sur la participation citoyenne et la protection des droits de propriété constituent un socle essentiel à la fois pour la stabilité politique et le développement économique. A l'inverse, l'absence de telles institutions tend à accroître l'instabilité, générant ainsi un climat d'incertitude défavorable aux investissements.

Les premières théories soulignent que la stabilité politique constitue un préalable à la confiance des agents économiques et rend prévisible les politiques publiques (North, 1990 ; Alesina et al., 1996). Elle renforce la crédibilité de l'Etat et de ses engagements en matière de protection des droits de propriété, de régulation bancaire ou de lutte contre la corruption. Cette confiance encourage l'épargne domestique, la bancarisation et l'allocation de capital via les circuits formels. Les investisseurs locaux et étrangers sont plus enclins à placer leurs capitaux dans un environnement où les risques politiques sont faibles et les institutions fortes. Ainsi, la stabilité politique diminue les coûts de transaction et les primes de risque. Ce qui facilite le financement de long terme et le développement des marchés financiers. Des études récentes (Ullah et al., 2024 ; Ahmed et al., 2023) confirment que les pays caractérisés par une stabilité politique durable présentent des niveaux supérieurs de développement bancaire notamment en termes de profondeur du crédit et d'accès aux services financiers.

Campo et Nugent (2002) soutiennent que l'instabilité politique désorganise l'allocation du capital et affecte négativement l'intermédiation financière. En effet, les coups d'Etat, les crises institutionnelles ou les conflits armés affaiblissent les banques en réduisant leur liquidité, leur solvabilité et les dépôts collectés. Les incertitudes politiques récurrentes rendent le cadre réglementaire imprévisible, augmentent le risque du pays et incitent les agents économiques à opérer dans le secteur informel ou à se tourner vers des actifs non financiers. Les récents travaux de Bekana (2023) et Lompo (2024) confirment que l'instabilité perturbe la planification économique à long terme surtout dans les pays à faible gouvernance. Elle augmente les coûts d'intermédiation et incite les banques à réduire leur prise de risque en limitant le crédit au secteur privé. Ces effets sont amplifiés dans les pays à institutions faibles où les systèmes bancaires sont souvent très concentrés, peu diversifiés et fortement liés à l'Etat. Dans cette perspective, le développement financier est structurellement freiné par les chocs politiques qui entravent la mobilisation de l'épargne et l'accès au crédit.

Des travaux sur l'économie institutionnelle comme ceux de Porta et al. (1998) et Beck et Levine (2003) mettent en évidence que la stabilité politique favorise la mise en place d'institutions financières solides. Pour eux, elle permet l'adoption de lois bancaires cohérentes, de régulations prudentes et de mécanismes de supervision efficaces. Elle facilite le développement des infrastructures financières nécessaires à la bonne circulation des capitaux. La stabilité contribue donc à créer un écosystème réglementaire propice à l'émergence de marchés financiers modernes et inclusifs. Elle conditionne également le niveau de protection des investisseurs, facteur clé pour le développement des marchés boursiers. Dans le même sillage, plusieurs auteurs (Chletsos et Sintos (2024) ; Ullah S., Ullah, A., et Zaman (2024)) soulignent que la gouvernance est une variable d'interaction majeure entre stabilité politique et développement financier. En d'autres termes, la stabilité politique n'a d'effet durable que lorsqu'elle est couplée à une efficacité institutionnelle réelle (exécution des politiques économiques, supervision bancaire), une lutte active contre la corruption et à une transparence réglementaire. Plusieurs auteurs insistent toutefois sur la complexité du lien entre stabilité politique et développement financier (Demetriades et Law, 2006 ; Robinson et Acemoglu, 2012). Ils notent que le lien peut être non linéaire. En effet, une stabilité autoritaire peut garantir l'ordre sans promouvoir le développement financier. Dans les régimes autoritaires stables, la stabilité peut favoriser la centralisation du crédit et la répression financière sans réelle inclusion. Dans les démocraties fragiles, la transition politique peut engendrer une instabilité temporaire mais bénéfique à long terme pour la finance en favorisant la transparence et la concurrence. Le développement financier peut en retour favoriser la stabilité politique en réduisant les inégalités, facilitant l'accès au capital et en renforçant les classes moyennes. Selon eux, la relation est donc potentiellement endogène et tributaire du contexte institutionnel notamment la qualité des règles, le degré de démocratie, le respect de l'Etat de droit, etc.

La littérature théorique met en lumière que la stabilité politique constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour le développement financier. Elle influence la confiance des agents, l'accès au crédit, la profondeur des marchés et l'adoption technologique. Force est de constater que son effet est accentué par la qualité de la gouvernance, la transparence réglementaire et la capacité institutionnelle. Ainsi, le lien entre stabilité politique et développement financier doit être analysé de façon intégrée en tenant compte des dimensions institutionnelles, du niveau de développement et des dynamiques régionales propres à l'Afrique subsaharienne.

1.2. Revue empirique

Les travaux empiriques confirment globalement que la stabilité politique favorise le développement financier tout en soulignant des effets différenciés selon la qualité des institutions et le contexte socio-économique.

Kar et al. (2011), dans leurs travaux sur les pays en développement révèlent que les pays présentant un niveau élevé de stabilité politique ont également un secteur financier plus développé. D'autres études, comme celles de Bekana (2023), indiquent que l'amélioration de la qualité des institutions de gouvernance est associée à un développement financier accru en Afrique. En revanche, l'instabilité politique, notamment sous forme de conflits et de violence, est souvent corrélée avec une faiblesse des institutions financières et un faible accès aux services bancaires.

Aghion et al. (2019) ont approfondi l'étude entre la stabilité politique et le développement financier en analysant des données sur 78 pays sur une période de 20 ans. Les auteurs ont découvert qu'un climat politique stable contribue à un plus grand développement des institutions financières, ce qui entraîne une augmentation des investissements étrangers directs. Ils suggèrent que les investisseurs cherchent des environnements prévisibles et sécurisés où les droits de propriété sont protégés pour préserver leurs investissements.

Marmolejo et al. (2020) se concentrent sur les répercussions de l'instabilité politique sur la microfinance en Amérique Latine et en Afrique. Ils montrent que les institutions de microfinance sont particulièrement vulnérables aux crises politiques, ce qui limite leur capacité à offrir des services financiers. L'analyse met en évidence la nécessité de mettre en place des mécanismes de résilience pour ces institutions afin de protéger les petits emprunteurs. Khan et al. (2021) confirment ces résultats à travers un modèle ARDL-PMG sur un panel de 50 pays. Ils identifient une relation de long terme robuste entre stabilité politique et développement financier, particulièrement en Asie du Sud et en Afrique et mettent en évidence une asymétrie. Autrement dit, la stabilité politique pourrait agir comme une condition nécessaire et suffisante pour un développement financier solide, tandis que le développement financier seul ne garantit pas nécessairement une stabilité politique soutenue.

Belkhir et al. (2022), dans un rapport du FMI sur l'Afrique, confirment que la stabilité politique est un facteur explicatif majeur du développement des services financiers numériques en Afrique de l'Est (Kenya et Rwanda). Dans les pays instables, la pénétration de ces innovations reste confinée aux centres urbains et soumise à des interruptions fréquentes liées à l'environnement politique.

Bekana (2023) conduit une analyse sur 37 pays d'Afrique subsaharienne entre 2000 et 2020. Il montre que la stabilité politique mesurée à partir des indicateurs WGI, a un effet positif significatif sur les indicateurs de développement financier tels que le crédit privé, la bancarisation et le degré d'intermédiation. L'auteur souligne également que cet effet est plus fort dans les pays ayant mis en œuvre des réformes de gouvernance à savoir le renforcement des institutions budgétaires et la lutte contre la corruption.

Lompo (2024) analyse l'effet des événements de rupture (coups d'Etat, transitions forcées, crises électorales) sur la performance bancaire dans 20 pays d'Afrique de l'ouest. En utilisant un modèle de panel dynamique, il trouve que ces chocs entraînent une contraction rapide du crédit et une baisse des marges nettes d'intérêt, accompagnée d'un durcissement des conditions d'octroi de crédit. Ullah et al. (2024), dans une étude portant sur 65 pays en développement entre 2000 et 2020, utilisent un modèle GMM dynamique pour examiner l'effet de la gouvernance politique sur le développement financier. Ils montrent que la stabilité politique a un impact positif et significatif sur la profondeur financière, mesurée par le crédit au secteur privé. Toutefois, cet effet est conditionnel à la qualité de la gouvernance car les pays avec une faible capacité réglementaire ou une corruption élevée tirent peu d'avantage de la stabilité.

La littérature empirique met en évidence des liens robustes entre stabilité politique et développement financier. Les études montrent qu'une gouvernance stable et des institutions solides favorisent l'accès aux services financiers et le développement des marchés. Parallèlement, une instabilité politique majeure entrave le développement en restreignant l'accès au crédit et en décourageant les investissements. Toutefois, une attention particulière doit être portée sur les cas de transition politique qui peuvent offrir des opportunités d'amélioration des services financiers mais qui comportent également des risques significatifs. En définitive, il devient aisé de remarquer l'importance de la stabilité politique en tant que fondement essentiel pour le développement financier durable dans toutes les régions surtout dans les contextes fragiles comme celles de l'Afrique subsaharienne.

2. Méthodologie

Cette étude utilise l'économétrie des données de panel sur un échantillon constitué de vingt-sept (27) pays en de l'Afrique subsaharienne. La période d'étude est de 1995 à 2022, soit vingt-huit (28) ans. Le Panel Dynamique Hétérogène notamment le modèle panel ARDL (Autorégressif à Retard Échelonné) est utilisé pour analyser les effets de la stabilité politique sur le développement financier en Afrique subsaharienne. Ce modèle permet de prendre en

compte les effets de long terme, de court terme et aussi permet d'atténuer l'endogénéité liée à la causalité inverse et aux dynamiques simultanées grâce aux retards.

Les méthodes d'estimation de nos paramètres du modèle sont : L'estimateur de la moyenne de groupe ou Mean Group (MG) proposé par Pesaran, Shin et Smith (1995) et l'estimateur de la moyenne de groupe agrégée Pooled Mean Group (PMG) développée par Pesaran, Shin et Smith (1997, 1999). L'estimateur MG permet à tous les coefficients de varier et d'être hétérogènes à long terme et à court terme. La condition pour valider cette méthode MG est d'avoir une dimension temporelle (T) suffisamment importante. Pour valider l'estimateur PMG, le nombre d'observations T doit être supérieur au nombre d'individus N. Cette méthode PMG permet aux variances d'erreur de différer librement d'un groupe à l'autre, à court terme les individus sont hétérogènes et à long terme, ils deviennent homogènes.

2.1. Spécification du modèle

Notre modèle de Panel ARDL se présente comme suit :

$$\text{CrP}_{it} = \sum_{j=1}^p a_{ij} \text{CrP}_{i,t-j} + b_0 \text{SPeAV}_{it} + b_1 \text{CrPIB}_{it-1} + b_2 \text{Infla}_{i,t-2} + b_3 \text{OuvC}_{i,t-3} + b_3 \text{IDE}_{i,t-3} + \varphi_i + \varepsilon_{it}$$

Où

le nombre de groupes $i = 1, 2, \dots, 27$ (Pays) ; le nombre de périodes $t = 2000, 2001, \dots, 2022$;

ICrP : Le logarithme du Ratio crédit au secteur privé par rapport au PIB ;

SPeAV : Stabilité politique et absence de violence ;

CrPIB : Croissance du PIB réel ;

Infla : Taux d'inflation ;

IOuvC : Le logarithme du Taux d'ouverture commerciale ;

IDE : Investissement direct étranger.

Si les variables sont intégrées d'ordre 1 $I(1)$ et cointégrées, alors le terme d'erreur est un processus $I(0)$ pour tout individu (i). Une caractéristique principale des variables cointégrées est leur réactivité à tout écart par rapport à l'équilibre à long terme. Cette caractéristique implique un modèle de correction d'erreur dans lequel la dynamique à court terme des variables du système est influencée par l'écart par rapport à l'équilibre. Il est donc nécessaire de paramétrer à nouveau notre modèle en équation de correction d'erreur.

Notre équation de correction d'erreur s'écrit :

$$\Delta \text{CrP}_{it} = \varphi_i (1 \text{CrP}_{i,t-1} - \theta'_i) + \sum_{j=1}^{p-1} a^*_{ij} \Delta \text{ICrP}_{i,t-j} + \sum_{j=0}^{q-1} b'_{ij} \Delta X_{i,t-j} + \varphi_i + \varepsilon_{it}$$

Où

X : sont les variables explicatives (SPeAV, CrPIB, Infla, IOuvC et IDE)

$$\phi_i = - (1 - \sum_{j=1}^p a_{ij}),$$

$$\theta'_i = \sum_{j=0}^q b_{ij} / (1 - \sum_{j=1}^p a_{ik}),$$

$$a^*_{ij} = - \sum_{m=j+1}^p a_{im}$$

$$j=1, 2, \dots, p-1, \text{ et } b'_{ij} = - \sum_{m=j+1}^q b'_{im} \quad j= 1, 2, \dots, q-1.$$

Le paramètre i est le terme de vitesse d'ajustement corrigeant les erreurs. Si $i = 0$, il n'y a pas de preuve d'une relation à long terme. On s'attend à ce que ce paramètre soit significativement négatif sous l'hypothèse préalable que les variables montrent un retour à un équilibre à long terme. Le vecteur 'i', qui contient les relations à long terme entre les variables, est particulièrement très important.

2.2. Description des variables et source de données

Les données sur le ratio crédit au secteur privé par rapport au PIB (ICrP), la croissance du PIB réel (CrPIB), le taux d'inflation (Infla), le taux d'ouverture commerciale (IOuvC) et l'investissement direct étranger (IDE) proviennent de la base des données des indicateurs du développement mondial (World Development Indicators (WDI, 2023)) de la Banque mondiale. Les données sur l'indicateur de stabilité politique et absence de violence (SPeAV) sont extrait de la base des données des indicateurs de gouvernance mondiale (Worldwide Governance Indicators, (WGI, 2024)) de la banque mondiale. La description des variables est présentée dans le tableau 1.

Tableau N°1 : Description des variables

| Variable | Obs | Moyenne | Ecart-type | Min | Max |
|----------|-----|---------|------------|--------|---------|
| ICrP | 756 | 2,55 | 0,87 | -0,71 | 4,96 |
| SPeAV | 756 | -0,63 | 0,83 | -2,85 | 1,12 |
| CrPIB | 756 | 3,87 | 4,61 | -36,39 | 33,63 |
| Infla | 756 | 14,98 | 104,72 | -27,05 | 2630,12 |
| IOuvC | 756 | 4,05 | 0,39 | 3,04 | 5,06 |
| IDE | 756 | 3,03 | 5,22 | -17,29 | 46,28 |

Source : Auteurs

2.3. Présentation des variables

Nous présentons dans cette section l'ensemble des variables de notre modèle. Le choix des variables découle à la fois de la littérature théorique et empirique mais aussi de la disponibilité des données.

2.3.1. Variable dépendante

La variable dépendante est le logarithme du crédit au secteur privé rapporté au PIB (**ICrP**). C'est l'un des indicateurs fréquemment utilisés dans la littérature pour évaluer le développement financier (Levine, 2005 ; Beck et al., 2000). Il illustre la capacité du système financier à orienter l'épargne vers le financement des investissements productifs en particulier dans le secteur privé. La pertinence de cette variable pour les analyses macroéconomiques est due au fait qu'elle soit normalisée, disponible pour la plupart des pays africains sur une période longue et reconnue par les grandes institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI. Cependant, son utilisation en Afrique subsaharienne nécessite une certaine précaution pour deux raisons. D'une part, dans plusieurs pays, le crédit bancaire est souvent concentré sur les grandes entreprises, excluant ainsi les PME, les jeunes, les femmes et les populations rurales. D'autre part, l'importance de l'économie informelle et des innovations financières, notamment les solutions de paiement mobile, peuvent restreindre la portée de cet indicateur qui ne saisit pas toutes les dynamiques financières réelles.

2.3.2. Variables explicatives

- **Stabilité politique et absence de violence (SPeAV) :**

Cette variable mesure la probabilité de troubles civils, de terrorisme et de guerre. Elle indique également le niveau de violence et d'instabilité politique du pays, ainsi que la capacité du gouvernement à se maintenir au pouvoir et à mener à bien ses politiques déclarées. La stabilité politique est une variable pertinente et même essentielle pour étudier le développement financier. Elle influence directement plusieurs dimensions du développement financier. Un environnement politique stable réduit l'incertitude, favorise les investissements étrangers et nationaux, et encourage l'intermédiation financière. Ce qui favorise la confiance des investisseurs. La stabilité politique est un bon indicateur pour apprécier la qualité des institutions. Si elle est durable, elle peut être associée à des institutions plus fortes et moins corrompues, ce qui est essentiel pour le bon fonctionnement des marchés financiers. Elle permet également de faire une prévision des politiques économiques assez robustes. Les changements fréquents de régime ou les conflits peuvent engendrer des politiques fiscales et monétaires erratiques, nuisant à la planification à long terme du secteur financier.

De nombreuses études empiriques ont montré un lien positif entre stabilité politique et développement financier. Levine (1998, 2005) a mis en avant l'importance de la gouvernance politique dans l'approfondissement financier. Beck et al. (2003) ont trouvé que les institutions politiques stables sont associées à une meilleure performance bancaire et à une plus grande

inclusion financière. Chinn et Ito (2006) ont souligné que l'ouverture financière et le développement financier dépendent aussi de la stabilité du régime politique.

- **Croissance du PIB réel (CrPIB) :**

Elle mesure l'augmentation de la production de biens et services d'un pays sur une période donnée, en corrigeant les variations de prix (inflation) pour refléter l'évolution réelle des volumes produits. Plusieurs travaux (Levine, 1997, 2003, 2005 ; Béji, 2009) montrent que le développement financier est lié à la modernisation de l'économie et à la hausse des revenus.

- **Taux d'Inflation (Infla) :**

Le taux d'inflation est inclus dans l'analyse parce qu'il est susceptible d'influencer les décisions économiques surtout en matière de placement (Chinn et Ito, 2006). Un taux d'inflation élevé peut décourager l'intermédiation financière et encourager l'épargne en actifs réels.

- **Le logarithme du taux d'ouverture commerciale (IOuvC) :**

Le degré d'ouverture commerciale est calculé par le ratio de la somme des importations et des exportations des biens et services par rapport au PIB. Le taux d'ouverture commerciale mesure le degré d'intégration d'une économie dans les échanges internationaux. Plusieurs travaux (Rajan et Zingales, 2003 ; Baltagi et al., 2007) ont récemment montré que l'ouverture commerciale favorise le développement financier.

- **Investissement direct étranger (IDE):**

L'investissement direct étranger (IDE) est l'injection de capitaux par des investisseurs étrangers dans une économie. Plusieurs auteurs (Alfaro, Chanda, Kalemli-Ozcan, & Sayek, 2004 ; Hermes & Lensink, 2003) soulignent que l'investissement direct étranger peut favoriser le développement financier en stimulant la demande de services bancaires. De plus, l'investissement direct étranger incite souvent les pays hôtes à renforcer leur cadre institutionnel et réglementaire afin d'attirer davantage de capitaux étrangers.

3. Résultats

3.1. Tests économétriques

Afin d'assurer la robustesse et la validité de nos résultats d'estimation, plusieurs tests économétriques ont été réalisés sur nos variables et modèles.

3.1.1. Tests de stationnarité

Le test de stationnarité permet de déterminer l'ordre d'intégration des variables. Deux tests ont été effectués : le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et le test de Pesaran (2007). Les résultats (Tableau N°2) du test ADF (Test de première génération) révèlent que toutes les variables sont stationnaires en niveau $I(0)$. Le résultat du test de Pesaran 2007 (Test de

deuxième génération) montre que seule la variable (ICrP) est stationnaire en différence première I(1) et tous les autres sont stationnaires en niveau I(0).

Tableau N°2 : Tests de stationnarité

| Variables | Test de première génération | | | Test de deuxième génération | | |
|--------------|--------------------------------|------|-----------------------------|-----------------------------|------|------------------------------------------|
| | Test de Dickey-Fuller Augmenté | | | Test de Pesaran (2007) | | |
| | Statistique | Prob | Conclusion | Statistique | Prob | Conclusion |
| ICrP | 95.9534 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -5.503 | 0,00 | Stationnaire en différence première I(1) |
| SPeAV | 532.8684 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -3.818 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) |
| CrPIB | 409.6131 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -4.396 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) |
| Infla | 505.1525 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -4.566 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) |
| IOuvC | 93.6710 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -2.780 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) |
| IDE | 185.0801 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) | -3.663 | 0,00 | Stationnaire en niveau I(0) |

Source : Auteurs

3.1.2. Test d'homogénéité de Swamy

Le test d'homogénéité de Swamy a été appliqué afin de vérifier si les coefficients estimés sont homogènes entre les différents pays de l'échantillon. Les résultats de ce test (Tableau N°3) montrent clairement une hétérogénéité des coefficients dans nos deux modèles, ce qui signifie qu'en Afrique subsaharienne les dynamiques institutionnelles et financières diffèrent d'un pays à l'autre. Cette hétérogénéité reflète la diversité des structures économiques, des régimes politiques et des systèmes financiers de la région, ce qui justifie le choix du modèle panel ARDL.

Tableau N°3 : Test d'homogénéité de Swamy

| Test d'homogénéité de Swamy | | |
|-----------------------------|------|----------------------------------------------------|
| Statistique | Prob | Conclusion |
| 2782,05 | 0,00 | Hétérogénéité des coefficients entre les individus |

Source : Auteur

3.1.3. Test de dépendance en coupe transversale

Le test de dépendance en coupe transversale a été utilisé pour vérifier si les erreurs résiduelles de nos modèles présentent une interdépendance entre les pays. Le résultat montre (Tableau N°4) qu'il existe bel et bien une dépendance entre les coupes transversales.

Tableau N°4 : Test de dépendance en coupe transversale

| Test de dépendance en coupe transversale | | | |
|------------------------------------------|-------------|---------|--------------------------------------------------------|
| Test | Statistique | p-value | Conclusion |
| LM | 801,40 | 0,00 | Il existe une dépendance entre les coupes transversale |
| LM adj* | 37,01 | 0,00 | |
| LM CD* | 2,96 | 0,00 | |

Source : Auteurs

3.1.4. Test de cointégration de Westerlund

Afin de vérifier l'existence d'une relation de long terme entre les variables, nous avons ensuite appliqué le test de cointégration de Westerlund. Le résultat (Tableau N°5) de ce test révèle l'existence d'une cointégration dans notre modèle estimé.

Tableau N°5 : Test de cointégration de Westerlund

| Test de cointégration de Westerlund | | |
|-------------------------------------|---------|-----------------------------------------------|
| Statistique | p-value | Conclusion |
| 11,07 | 0,00 | Il existe une cointégration dans notre modèle |

Source : Auteurs

3.1.5. Test de Hausman

Enfin, pour choisir l'estimateur le plus approprié entre le Pooled Mean Group (PMG) et le Mean Group (MG), nous avons eu recours au test de Hausman. Le résultat (Tableau N°6) montre que le PMG est préférable au MG.

Tableau N°6 : Test de Hausman

| Test de Hausman | | |
|-----------------|------|------------------------------------------------|
| Statistique | Prob | Conclusion |
| 2,01 | 0,85 | La méthode PMG est meilleure que la méthode MG |

Source : Auteurs

3.2. Résultats d'estimation du modèle ARDL

Les résultats des estimations du modèle ARDL par la méthode MG et PMG (Tableau N°7) révèlent qu'à long terme, la stabilité politique (SPeAV) exerce une influence positive significative sur le développement financier (ICrP), et qu'une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait accroître le niveau du développement financier de 0.8%. Toutefois, à court terme, la stabilité politique a une influence négative sur le développement financier. Une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait diminuer le niveau du développement financier de 0.09% à court terme.

En ce qui concerne les variables de contrôle, les résultats montrent que la croissance du PIB réel (CrPIB) a un effet négatif sur le développement financier (ICrP) à court terme, mais n'a pas d'effet significatif à long terme. Une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la

croissance du PIB réel (CrPIB) fait baisser le niveau du développement financier de 0.01% à court terme.

L'inflation (Infla) influence positivement le développement financier (ICrP) à court terme et elle influence négativement le développement financier à long terme. Cependant, l'augmentation d'un pourcent (1%) du niveau inflation fait augmenter le niveau du développement financier de 0,005% à court terme et fait diminuer le niveau du développement financier de 0,002% à long terme.

Enfin, l'ouverture commerciale (IOuvC) influe positivement le développement financier (ICrP) à long terme et l'augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de l'ouverture commerciale fait augmenter le niveau du développement financier de 0,68%.

Tableau N°7 : Résultats d'estimation du modèle ARDL par la méthode MG et PMG

| | MG | PMG |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| | ICrP | ICrP |
| <i>Equation de long terme</i> | | |
| <i>S_{PeAV}</i> | 1,970 | 0,801*** |
| | (2,072) | (0,102) |
| <i>CrPIB</i> | 0,099 | -0,011 |
| | (0,091) | (0,013) |
| <i>Infla</i> | 0,102 | -0,002* |
| | (0,185) | (0,001) |
| <i>IOuvC</i> | 1,690 | 0,682*** |
| | (1,148) | (0,139) |
| <i>IDE</i> | -0,179 | 0,013 |
| | (0,146) | (0,012) |
| <i>Equation de court terme</i> | | |
| <i>_ec</i> | -0,274*** | -0,123** |
| | (0,045) | (0,042) |
| <i>D.S_{PeAV}</i> | -0,092* | -0,036 |
| | (0,038) | (0,039) |
| <i>D.CrPIB</i> | -0,007 | -0,014* |
| | (0,004) | (0,006) |
| <i>D.Infla</i> | 0,005* | -0,004 |
| | (0,002) | (0,003) |
| <i>D.IOuvC</i> | -0,221 | -0,005 |
| | (0,119) | (0,087) |
| <i>D.IDE</i> | 0,006 | 0,004 |
| | (0,007) | (0,003) |
| <i>Constant</i> | -0,555 | 0,033 |
| | (0,602) | (0,032) |
| <i>N</i> | 729 | 729 |
| <i>NB : Nous les coefficients ; *** Significativité à 0,1%, : ** Significativité à 1%, : * Significativité à 5% ; et () les écart-types.</i> | | |

Source : Auteurs

4. Discussion des résultats

En Afrique subsaharienne, la stabilité politique influence positivement le développement financier à long terme confirme l'idée qu'un environnement institutionnel stable est une condition essentielle à l'émergence d'un système financier robuste. La stabilité politique diminue l'incertitude et renforce la confiance des investisseurs en stimulant l'offre de crédit et l'épargne formelle. Des auteurs comme Aghion et al. (2019), Belkhir et al. (2022), Bekana (2023) montrent que la stabilité politique a un effet positif significatif sur le développement financier.

Cependant, l'effet négatif à court terme de la stabilité politique sur le développement financier peut s'expliquer par les coups d'Etat, les crises institutionnelles ou les conflits armés ce qui affaiblissent les banques en réduisant leur liquidité, leur solvabilité et les dépôts collectés (Campo et Nugent, 2002). Aussi, les incertitudes politiques récurrentes rendent le cadre réglementaire imprévisible et incitent les agents économiques à opérer dans le secteur informel ou à se tourner vers des actifs non financiers.

L'effet négatif de la croissance du PIB réel sur le développement financier à court terme, s'explique par une croissance rapide qui favorise davantage la consommation et l'investissement productif que l'expansion des services financiers.

L'inflation a un effet négatif à long terme sur le développement financier, car elle déstabilise les anticipations, décourage l'épargne et affaiblit la capacité du secteur bancaire à mobiliser des ressources (Chinn et Ito, 2006). Toutefois, son effet positif à court terme signifie une augmentation de la demande de crédit.

Enfin l'effet positif de l'ouverture commerciale sur le développement financier à long terme, souligne que l'intégration commerciale favorise la compétitivité et stimule la demande de financement.

Conclusion

L'objet de cet article est d'analyser les effets de la stabilité politique sur le développement financier en Afrique subsaharienne. L'étude utilise des données de panel sur un échantillon constitué de vingt-sept pays en développement. La période d'étude est de vingt-huit ans. Le Panel Dynamique Hétérogène ou le modèle panel ARDL est utilisé pour mener l'étude. Les résultats révèlent qu'à long terme, la stabilité politique exerce une influence positive significative sur le développement financier, et qu'une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait accroître le niveau du développement financier de 0.8%. Toutefois, à court terme, la stabilité politique a une influence négative sur le développement

financier. Une augmentation d'un pourcent (1%) du niveau de la stabilité politique fait diminuer le niveau du développement financier de 0.09% à court terme. La stabilité politique renforce la crédibilité de l'Etat et de ses engagements en matière de protection des droits de propriété, de régulation bancaire ou de lutte contre la corruption. Cette confiance encourage l'épargne domestique, la bancarisation et l'allocation de capital via les circuits formels. Les investisseurs locaux et étrangers sont plus enclins à placer leurs capitaux dans un environnement où les risques politiques sont faibles et les institutions fortes. Ainsi, la stabilité politique diminue les coûts de transaction et les primes de risque. Ce qui facilite le financement de long terme et le développement des marchés financiers. Contrairement aux coups d'Etat, aux crises institutionnelles ou les conflits armés affaiblissent les banques en réduisant leur liquidité, leur solvabilité et les dépôts collectés. Les incertitudes politiques récurrentes augmentent le risque du pays et incitent les agents économiques à opérer dans le secteur informel.

L'apport principale de cette recherche est de montrer, sur la base d'un échantillon de pays d'Afrique subsaharienne, que la stabilité politique constitue un déterminant essentiel du développement financier. Elle confirme également la pertinence des modèles ARDL pour analyser des relations de court et de long terme, en tenant compte de l'hétérogénéité des pays. Toutefois, cette étude présente certaines limites, notamment l'analyse repose sur un nombre limité de variables explicatives, ce qui laisse de côté d'autres facteurs déterminants comme la qualité de la gouvernance bancaire, la libéralisation du compte de capital ou le développement technologique. Ensuite, l'indicateur de stabilité politique, bien que largement utilisé, peut ne pas saisir toute la complexité des contextes nationaux. Ces limites ouvrent des perspectives intéressantes pour les recherches futures, parmi lesquelles, il serait pertinent d'élargir l'analyse en intégrant des indicateurs complémentaires tels que la digitalisation des services financiers, la gouvernance bancaire, l'inclusion financière, ou encore la vulnérabilité climatique. Enfin, une approche comparative entre les sous-régions (CEDEAO, CEMAC, Afrique australe) permettrait de mettre en lumière les différences de trajectoires institutionnelles.

BIBLIOGRAPHIE

- Aghion, P., Akcigit, U., Bergeaud, A., Blundell, R., & Hémous, D. (2019). Innovation and top income inequality. *The Review of Economic Studies*, 86(1), 1-45
- Ahmed, Z.; & Fakher, H. A., (2023). Does financial development moderate the link between technological innovation and environmental indicators? An advanced panel analysis. *Financial Innovation*, 9(1), 112.
- Alesina, A. F., & Bayoumi, T. (1996). The costs and benefits of fiscal rules: evidence from US states
- Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S., & Sayek, S. (2004). FDI and economic growth: the role of local financial markets. *Journal of international economics*, 64(1), 89-112.
- Baltagi, B., Demetriades, P. et Law, S. H. (2007), “Financial Development, Openness and Institutions: Evidence from Panel Data”, Paper presented at the Conference on New Perspectives on Financial Globalization, Research. Department. Washington, DC-April 26–27, 2007
- Banque de France (2023). *Coopération monétaire Afrique-France, Inclusion et santé financière en Afrique subsaharienne Enjeux et défis*
- Banque Mondiale (2024). *Pauvreté, prospérité et planète : des voies pour sortir de la polycrise*, Octobre 2024
- Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt, et Ross Levine. « Law and finance: why does legal origin matter? » *Journal of comparative economics* 31, no 4 (2003): 653-75.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2003). Law and finance: why does legal origin matter?. *Journal of comparative economics*, 31(4), 653-675
- Béji, S. (2009): “Le développement financier pour les pays du sud de la méditerranée à l’épreuve de la mondialisation », Thèse de Doctorat, Université Paris XIII-Nord.
- Bekana, D. M. (2023). Governance quality and financial development in Africa. *World Development Sustainability*, 2, 100044
- Belkhir, M., Naceur, S. B., Candelon, B., & Wijnandts, J. C. (2022). Macroprudential policies, economic growth and banking crises. *Emerging Markets Review*, 53, 100936
- Campos, N. F., & Nugent, J. B. (2002). Who is afraid of political instability? *Journal of Development Economics*, 67(1), 157-172
- Chinn, Menzie D., et Hiro Ito. « What matters for financial development? Capital controls, institutions, and interactions ». *Journal of development economics* 81, no 1 (2006): 163 92.
- COFACE (2024). *Les publications économiques de COFACE*, avril 2024

Demetriades, P., & Hook Law, S. (2006). Finance, institutions and economic development. *International journal of finance & economics*, 11(3), 245-260

Dial, M. L., & Diouf, M. (2022). Développement financier et productivité agricole en Afrique subsaharienne. *La Revue Internationale des Économistes de Langue Française*, 7(2), 85-113.

El Amri, A., Oulfarsi, S., Eddine, A. S., El Khamlichi, A., Hilmi, Y., Ibenrissoul, A., ... & Boutti, R. (2022). Carbon Financial Market: The Case of the EU Trading Scheme. In *Handbook of Research on Energy and Environmental Finance 4.0* (pp. 424-445). IGI Global.

Hermes, N., & Lensink, R. (2003). Foreign direct investment, financial development and economic growth. *Journal of Development Studies*, 40(1), 142-163. <https://doi.org/10.1080/00220380412331293707>

Kar, M., Nazlıoğlu, Ş., & Ağır, H. (2011). Financial development and economic growth nexus in the MENA countries: Bootstrap panel granger causality analysis. *Economic modelling*, 28(1-2), 685-693

Kaur, M., & Vij, M. (2020). Analyzing the impact of political stability on FDI inflows in SAARC nations: A panel ARDL cointegration approach. *Indian Journal of Finance*, 14(12), 8-24.

Khan, M. A., Sarwar, A., Sarwar, Z., & Khan, W. (2021). Financial development, human capital and its impact on economic growth of emerging countries. *Asian Journal of Economics and Banking*, 5(1), 86-100.

Kobiyh, M., El Amri, A., Oulfarsi, S., & Hilmi, Y. (2023). Behavioral finance and the imperative to rethink market efficiency.

Levine, R. (1998). The legal environment, banks, and long-run economic growth. *Journal of money, credit and banking*, 596-613.

Levine, R. (1997) "Financial development and economic growth: Views and agenda," *Journal of Economic Literature*, 35: 688-726.

Levine, R. (2003) "More on Finance and Growth: More Finance, More Growth?" *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, 85 (4), 31-46.

Levine, R. (2005). Law, endowments and property rights. *Journal of Economic Perspectives*, 19(3), 61-88.

Levine, R. (2005): "Finance and Growth Theory and Evidence" in Aghion, P. et Durlauf, S. (Eds.), *Handbook of Economic Growth*, The Netherlands: Elsevier Science, 2005.

Lompo, A. A. B. (2024). How does financial sector development improve tax revenue mobilization for developing countries? *Comparative Economic Studies*, 66(1), 91-125

Marmolejo-Saucedo, J. A. (2020). Design and development of digital twins: A case study in supply chains. *Mobile Networks and Applications*, 25(6), 2141-2160

Megnigang, D. G. (2019). Le rôle du développement du système financier dans la croissance économique : étude empirique sur les pays de l'Afrique Sub-saharienne. *Journal of Academic Finance*, 12(2), 50-72.

NGONO, J. F. L. (2020). Développement financier et inégalités de revenus en Afrique Subsaharienne : Une analyse panel VAR. *Alternatives Managériales Economiques*, 2(4), 326-346

North, D. C. (1990). A transaction cost theory of politics. *Journal of theoretical politics*, 2(4), 355-367

Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. P. (1997). Pooled estimation of long-run relationships in dynamic heterogeneous panels. Repéré à https://www.researchgate.net/profile/Ronald-Kumar-2/post/Mean_Group_Analysis_and_Pooled_Mean_Group_Analysis-Differences_and_How_To/attachment/59d61fc9c49f478072e97bf3/AS%3A271752578437120%401441802271335/download/jasaold-Pesaran.pdf

Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. P. (1999). Pooled Mean Group Estimation of Dynamic Heterogeneous Panels. *Journal of the American Statistical Association*, 94(446), 621-634. <https://doi.org/10.1080/01621459.1999.10474156>

Pesaran, M. H., & Smith, R. (1995). Estimating long-run relationships from dynamic heterogeneous panels. *Journal of econometrics*, 68(1), 79-113.

Porta, R. L., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1998). Law and finance. *Journal of political economy*, 106(6), 1113-1155.

Rajan, R. G. et Zingales, L. (2003): "The Great Reversals: The Politics of Financial Development in the Twentieth Century". *Journal of Financial Economics*, 69,5– 50.